

LASA condamne la loi d'amnistie visant à annuler les condamnations pour crime de guerre au Guatemala

Mars 2019

LASA appelle le Congrès du Guatemala à rejeter la loi d'amnistie qui vise à libérer immédiatement les personnes condamnées ou accusées de crimes de guerre et à mettre fin à toutes futures enquêtes concernant ces crimes.

Le Conseil Exécutif de LASA est sérieusement préoccupé car le Congrès Guatémaltèque considère une loi équivalant à une amnistie générale pour les personnes ayant commis des violations graves des droits de l'homme durant le conflit armé interne au pays (1960-1999). Si cette loi est approuvée, elle annulera des avancées judiciaires significatives et mettra en danger les victimes de ces crimes passés ainsi que ceux les ayant soutenus et ayant jugé leurs cas.

Le progrès du Guatemala dans la réforme de son système judiciaire et dans sa quête de mener devant la justice les responsables d'assassinats, de disparitions forcées, de violences sexuelles, de génocide et d'autres crimes de guerre a été une source d'inspiration. Des centaines de personnes ont couru de lourds risques afin de soutenir ces processus de justice transitoire, ce qui inclut les survivants, les avocats des droits de l'homme, les procureurs, les témoins experts, les juges et autres. Parmi ces personnes se trouvent des universitaires, dont beaucoup sont des membres de LASA ayant servi en tant que témoins experts et ayant témoigné contre des violations des droits de l'homme, dans des procès pour crimes de guerre et durant la lutte continue contre l'impunité au Guatemala.

La proposition de loi en considération, la proposition législative 5377, modifierait la Loi de Réconciliation Nationale de 1996 afin de fournir l'amnistie aux personnes ayant commis des crimes de guerre nommés ci-dessus, de bloquer les futures poursuites de cas de justice transitoire et de libérer les personnes condamnées pour violation des droits de l'homme ainsi que ceux attendant leur procès 24h après que la loi soit acceptée. L'opposition a bloqué la proposition de loi afin qu'elle n'arrive pas à un deuxième et troisième débat lors de deux occasions séparées. Mais la semaine dernière, la proposition de loi a atteint le second débat. Le Congrès Guatémaltèque devrait planifier le troisième débat et finaliser le vote de cette proposition de loi durant le courant de la semaine.

Cette proposition de loi va à l'encontre des conventions internationales sur les droits de l'homme que le Guatemala a signé et dont la constitution oblige à les faire respecter. Elle est donc anticonstitutionnelle. De plus, cette proposition de loi viole les droits des victimes à accéder à la justice, et elle menace les vies des personnes ayant oeuvré à l'accomplissement de la justice dans les cas de génocide de Efraín Ríos Montt, les massacres comme ceux de Plan de Sánchez et Dos Erres, le cas de violence sexuelle et d'esclavagisme sexuel de Sepur Zarco, et le cas Molina Theissen, parmi tant d'autres.

Les tribunaux guatémaltèques ont reconnu 33 hauts responsables militaires, commissaires militaires et paramilitaires coupables d'une série de violation des droits de l'homme incluant des disparitions forcées, des massacres, de la torture, des violences sexuelles et de l'esclavagisme sexuel. Les tribunaux ont aussi reconnu un chef de guérilla coupable d'un massacre en 1988. Plus d'une douzaine d'autres sont en attente de procès, accusés de crimes similaires. Ces réussites de justice transitoire ont établi des jurisprudences internationales afin de reconnaître la nature raciale et de genre de ces violences de guerre et afin de tenir pour responsable devant un tribunal national les personnes ayant violé les droits de l'homme.

LASA condamne la proposition de loi qui cherche à annuler ces réussites et appelle ses membres à encourager publiquement le retrait de cette loi illégale. De plus, nous soutenons les survivants et les familles des victimes et nous appelons l'état guatémaltèque à faire respecter ses obligations internationales afin de continuer à rendre la justice transitoire accessible à ceux qui ont lutté sans répit durant des décennies pour faire valoir leurs droits devant un tribunal.

Concernant LASA

Avec plus d'un demi-siècle d'histoire et plus de 12 000 membres, l'Association des Études Latino-Américaines (LASA) est la plus grande association professionnelle au monde qui rassemble des individus et des institutions dédiés à l'étude de l'Amérique Latine d'un point de vue multidisciplinaire. La mission de LASA est de favoriser le débat intellectuel, la recherche et l'enseignement concernant l'Amérique Latine, les Caraïbes et ses peuples ; de promouvoir les intérêts de ses membres et d'encourager l'engagement civique via la mise en réseau et les échanges d'idées.

Si vous souhaitez interviewer un membre du Conseil Exécutif de la LASA, vous pouvez contacter le bureau des communications de la LASA au (412) 648-7929 ou à l'adresse lasa@lasaweb.org.

LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION

416 Bellefield Hall
University of Pittsburgh
Pittsburgh, PA 15260
lasa@lasaweb.org
Tel: 412-648-7929
Fax: 412-624-7145

